

La Chronique matières premières agricoles au 15 septembre 2022

De nouveaux avertissements sur la dégradation de la conjoncture économique mondiale auxquels s'ajoute la nervosité précédant la réunion de la Réserve fédérale pèsent sur les marchés financiers. Wall Street a creusé ses pertes en fin de séance hier pour finir tout près de ses plus bas du jour et le Standard & Poor's 500 affiche une baisse de 4,08% depuis le début de la semaine. Surtout, après la clôture des marchés américains, FedEx, le géant de la livraison de colis et de la logistique considéré comme un baromètre de l'activité économique globale, a perdu jusqu'à plus de 14% après avoir renoncé à ses prévisions de résultats annuels en évoquant une détérioration marquée de la conjoncture. Quant au marché parisien, il a perdu 0,88% sur les quatre premières séances de la semaine et l'indice large européen Stoxx 600 a abandonné 1,33%, effaçant tous ses gains de la semaine précédente, résume Reuters. Barclays table désormais sur une contraction des économies avancées au quatrième trimestre et une croissance mondiale limitée à 2,2% en 2023.

On s'était déshabitué mais c'est de Chine que viennent les rares bonnes nouvelles des dernières heures, puisque la production industrielle et les ventes au détail y ont dépassé les attentes en août avec des hausses respectives de 4,2% et 5,4%.

Le dollar est hésitant face aux autres grandes devises et l'euro a regagné 0,1% face au billet vert mais reste sous la parité, à \$ 0,9987. Face au franc suisse, la monnaie unique est en revanche tombée à son plus bas niveau depuis janvier 2015.

Côté pétrole, le prix du baril a chuté hier de près de 4%, au plus bas depuis une semaine, en réaction à l'annonce d'un accord entre patronat et syndicat du secteur du transport ferroviaire aux Etats-Unis, qui devrait permettre d'éviter une grève à grande échelle à partir de demain et donc d'importantes perturbations logistiques. Le Brent a clôturé hier soir à \$ à 90,78 le baril et le brut léger américain (WTI) à \$ 85,17.

[CACAO](#) [CAFE](#) [CAOUTCHOUC](#) [COTON](#) [HUILE DE PALME](#) [RIZ](#) [SUCRE](#)

CACAO

Le cacao a fait le buzz cette semaine non pas tant à cause de ses cours mais à cause du pas considérable franchi en matière de durabilité et traçabilité au niveau international et donc d'accès au marché notamment européen, le plus important marché de consommation au monde.

Côté prix, la fève termine la période sous revue en hausse, Londres clôturant hier soir à £ 1 868 la livre (lb) sur l'échéance décembre contre £ 1 854 en fin de semaine dernière et New York à \$ 2 377 contre \$ 2 360.

Quant à la traçabilité, en **Europe**, on ne parlait que de ça cette semaine. A Strasbourg, le Parlement européen a adopté mardi par 453 voix pour, 57 contre et 123 abstentions, la loi visant à bannir les produits issus de la déforestation importée, produits au nombre desquels le cacao (lire nos informations : [Le Parlement européen s'engage pour bannir la déforestation importée](#)). A Rome, ce dossier de la traçabilité était sur le dessus de la pile pour les quelque 350 représentants de l'industrie européenne du cacao et du chocolat et des pays producteurs de cacao d'Afrique et des Amériques réunis par l'Association européenne du cacao (ECA) pour la 8ème édition du Forum européen du cacao (lire nos informations : [Yves Brahima Koné : Tout le cacao ivoirien sera traçable en 2023/24](#)).

A cette occasion, l'industrie européenne a proposé de partager des données sur les emplacements des plantations de cacao avec les principaux producteurs de Côte d'Ivoire et du Ghana dans le but d'intensifier les efforts de lutte contre la déforestation dans le secteur. De son côté, Yves Brahima Koné, président du Conseil du cacao et du café (CCC) de Côte d'Ivoire, a indiqué à *Reuters* que la date butoir pour le leader mondial des fèves serait la campagne 2023/24 : *"La mise en place du système de traçabilité de tout le cacao depuis le champ jusqu'à l'usine des exportateurs (interviendra au cours de la) campagne 2023/2024"*.

Barry Callebaut, de son côté, a indiqué être sur la bonne voie pour atteindre son objectif de retracer la source de tout le cacao utilisé dans sa chaîne d'approvisionnement directe d'ici 2025 et travaille également à améliorer la traçabilité dans sa chaîne d'approvisionnement indirecte.

Quant à la Côte d'Ivoire, ses exportations de fèves entre le 1^{er} octobre et fin juin ont baissé de 1,5% pour totaliser 1 392 723 t, selon les données provisoires portuaires publiées hier. En revanche, ses exportations de produits semi-finis ont bondi de 12% à 392 343 t. Sur le seul mois d'août, ses broyages ont également fortement augmenté, de 9,2% à 59 000 t sur le mois, selon l'association des exportateurs Gepex.

Toujours en Côte d'Ivoire, le CCC a publié cette semaine la liste des exportateurs agréés de Côte d'Ivoire qui sont au nombre de 102 pour la prochaine campagne 2022/23 contre 94 la campagne dernière (lire nos informations : [+7% et 10% du nombre d'entreprises et coopératives agréées à l'export de cacao en Côte d'Ivoire](#)).

CAFÉ

Le café Arabica a terminé la période sous revue en baisse, à \$ 2,164 la livre (lb) à New York contre \$ 2,285 vendredi dernier sur l'échéance décembre, le Robusta à Londres lui emboitant le pas en passant de \$ 2 264 la tonne sur novembre en fin de semaine dernière à \$ 2 240 hier soir.

La situation **brésilienne** a, sans conteste, impacté le marché. Les volumes de production actuelle demeurent incertains, Safras e Mercado révisant à la baisse de 2,9 millions de sacs de 60 kg (Ms) ses estimations pour la campagne 2022/23, à 58,2 Ms en raison de conditions météorologiques dégradées dans les principales régions de production. En revanche, les pluies seraient plutôt favorables à la prochaine récolte.

Côté Robusta, il n'y a quasiment plus d'activité chez le n°1 mondial qui attend que sa prochaine campagne 2022/23 soit lancée début octobre. Les producteurs dans les Central Highlands au **Vietnam** sont parvenus à vendre encore quelques grains à 47 000-48 200 dongs le kilo (\$ 2 à \$ 2,05) mais quasiment rien en termes de volumes. « Le négoce attend les nouveaux grains de la

prochaine récolte et la demande n'est pas forte. C'est très probable que les prix à Londres chuteront à \$ 2 200 la tonne », a expliqué à Reuters un trader.

En **Indonésie**, le Robusta de Sumatra a été proposé cette semaine avec une décote allant de \$ 50 à \$ 140 par rapport au contrat novembre à Londres.

CAOUTCHOUC

Net rebond des cours du caoutchouc qui ont enchaîné cette semaine six séances consécutives de hausse pour clôturer sur l'Osaka Exchange à 226,4 yens (\$1,58) le kilo contre 217,7 yens vendredi dernier. Même tendance sur le marché de Shanghai, qui était fermé lundi, les cours passant de 12 380 yuans la tonne à hier 12 905 yuans (\$1 952). Une hausse en dépit du contexte économique global avec l'intensification du ralentissement mondial dans les semaines et mois à venir et la baisse des cours du pétrole.

La reprise ne pourrait donc être que temporaire. Elle a été alimentée cette semaine par les conditions climatiques défavorables en **Thaïlande** et les craintes que les fortes pluies et inondations réduisent la production de caoutchouc du premier exportateur mondial. Le soutien est aussi venu de **Chine** avec la levée des restrictions liées à la Covid 19 de la ville de Chengdu, les solides données sur les ventes automobiles (lire ci-dessous), la hausse en août de la production industrielles de 4,2% et l'engagement du gouvernement chinois à stabiliser l'économie.

La **Côte d'Ivoire** a exporté 646 873 tonnes de caoutchouc naturel de janvier à juin 2022, en hausse d'environ 16,2% par rapport à la même période un an plus tôt, selon les sources portuaires. La Côte d'Ivoire gagne des parts de marché notamment en Inde et en Chine grâce à une plus grande compétitivité (Lire : [Caoutchouc : plus compétitive la Côte d'Ivoire gagne des parts de marché en Asie](#)).

En **Malaisie**, la production de caoutchouc naturel a augmenté de 21,2% pour atteindre 38 006 tonnes en juillet contre 31 369 tonnes en juin, selon le Département des statistiques de Malaisie. Mais, par rapport à juillet 2021, elle a diminué de 21,8%. Les stocks de caoutchouc en juillet ont chuté de 20,1% à 224 591 tonnes contre 281 051 tonnes en juin. Quant aux exportations, elles se sont élevées à 53 771 tonnes en juillet, en baisse de 8,4% par rapport à celles réalisées en juin. La Chine demeure la principale destination des exportations (48,1%), puis se placent l'Allemagne (6,4%), les États-Unis (4,2%), la Finlande (3,8%) et le Pakistan (3%).

En **Chine**, les ventes d'automobiles ont atteint 2,38 millions d'unités en août, en hausse de 32,1% par rapport à il y a un an. Une hausse tirée par les véhicules électriques dont les ventes ont été stimulées par les incitations gouvernementales. Sur les huit premiers mois de l'année, les ventes ont augmenté de 1,7 % par rapport à la même période en 2021, selon la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM).

En août, les ventes de véhicules à énergie nouvelle ont augmenté de 100 % par rapport à l'année précédente. Les exportations chinoises de véhicules ont également augmenté de 65 % par rapport à il y a un an, a ajouté la CAAM, les véhicules électriques représentant 27 % d'entre elles.

COTON

Les cours du coton ont glissé cette semaine passant de 104,84 cents la livre vendredi dernier sur l'ICE à 103,29 cents hier affaiblis par le rapport sur l'offre et la demande agricoles mondiale (Wasde) du département américain de l'Agriculture (Usda) publié lundi prévoyant une hausse de la production américaine de coton et une baisse de la consommation mondiale et le niveau plus fort qu'anticipé de l'inflation au mois d'août aux Etats-Unis.

Le rapport Wasde anticipe une hausse de 1,3 million de balles à 13,8 millions de la production américaine de coton et des stocks de clôture supérieurs de 900 000 balles à 2,7 millions de balles en 2022/23.

Au niveau mondial, il est anticipé une production et des stocks de clôture plus élevés par rapport au mois dernier, et une consommation plus faible. Ainsi, la production mondiale devrait augmenter de 1,4 million de balles avec des hausses aux États-Unis, en Australie, en Chine et en Turquie qui compensent les baisses au Pakistan, en Ouzbékistan et au Togo. La consommation mondiale est abaissée de 400 000 balles, en retrait au Pakistan et au Vietnam. Les stocks de clôture mondiaux sont supérieurs de 2,0 millions de balles ce mois-ci, à 84,8 millions de balles.

La **Côte d'Ivoire** a exporté 229 797 tonnes de coton de janvier à juin 2022, en hausse d'environ 18% par rapport à la même période un an plus tôt, selon les sources portuaires.

Au **Pakistan**, suite aux inondations sans précédent, l'Usda a révisé ses estimations de production, consommation et importations de coton pour la campagne 2022/23. Ainsi, la production nationale de coton devrait chuter de 700 000 balles à 5,5 millions, le deuxième niveau de production le plus bas en près de 40 ans. Mais la consommation devrait aussi chuter de 400 000 balles à 10,5 millions, en raison de la baisse de la production, les usines de plus petite taille dépendant particulièrement des approvisionnements intérieurs ne pouvant se substituer entièrement aux importations. La baisse de la consommation est aussi imputable aux pénuries d'énergie et à la hausse des prix de l'électricité, les vagues de chaleur mettant à rude épreuve les réseaux électriques locaux. Les importations de coton du Pakistan seront donc croissantes projetées à 5 millions de balles selon l'USDA.

En **Afrique**, la fin du partenariat entre Cotton Made in Africa (CmiA) et Better Cotton pose la question de la future commercialisation du coton CmiA, qui représente 40% de la production africaine de coton. Réponses de Tina Stridde, directrice générale de Aid By Trade Foundation (AbTF) dans une interview accordée à CommodAfrica (Lire : [Quelles perspectives pour le coton durable certifié CmiA ?](#)).

La **Commission européenne** a proposé mercredi une interdiction de l'Union européenne (UE) sur les produits fabriqués à l'aide de travail forcé. L'exécutif de l'UE ne nomme aucun pays dans sa proposition, mais il fait suite à un appel du Parlement européen à une telle loi en juin qui a mis en évidence les préoccupations concernant les droits de l'homme dans la région chinoise du Xinjiang.

L'interdiction devrait s'appliquer à tous les produits, y compris les composants, et à tous les niveaux de production, de l'extraction ou de la récolte à la fabrication, ainsi qu'aux produits fabriqués dans l'UE et aux exportations de l'UE (Lire : [Vers une interdiction dans l'Union européenne des produits et importations fabriqués avec du travail forcé](#)).

Le Parlement européen et les gouvernements de l'UE modifieront vraisemblablement la proposition et devront se mettre d'accord avant qu'elle n'entre en vigueur.

HUILE DE PALME

Le marché de l'huile de palme a été volatile mais termine en hausse avec une clôture hier sur la Bursa Malaysia Derivatives Exchange à 3 744 ringgits la tonne contre 3 595 ringgits vendredi dernier. Après deux baisses hebdomadaires consécutives, le marché a gagné près de 4,2% cette semaine. Les marchés financiers malaisiens seront fermés vendredi pour un jour férié.

La hausse a été alimentée par la hausse des exportations d'huile de palme malaisienne, qui ont augmenté entre 19 et 24% sur la période du 1^{er} au 15 septembre par rapport à la même période au mois d'août, selon les données des inspecteurs du fret. En particulier, la demande de l'Inde est forte (Lire-ci-dessous). Mais aussi par les gains de l'huile de soja sous l'effet des sombres prévisions pour la récolte de soja aux Etats-Unis.

Le marché de l'huile de palme reste toutefois sous la pression de stocks élevés. En **Malaisie**, ils sont à leur plus haut niveau en 33 mois. Ils ont grimpé à la fin août de 18,16% à 2,09 millions de tonnes (Mt) selon le Malaysian Palm Oil Board (MPOB). La production d'huile de palme brute a augmenté de 9,67% par rapport à juillet pour atteindre 1,73 Mt, tandis que les exportations d'huile de palme ont chuté de 1,94% à 1,3 Mt. En Indonésie, les chiffres de juillet montraient des stocks à 5,91 Mt, plus élevés que d'habitude malgré une baisse par rapport aux 6,69 Mt du mois de juin, selon l'Association indonésienne de l'huile de palme (Gapki).

En **Inde**, les importations d'huile de palme en août ont bondi de 87% par rapport à il y a un mois pour atteindre leur plus haut niveau en 11 mois, une forte baisse des prix ayant incité les raffineurs à augmenter leurs achats. Elles ont atteint en août 994 997 tonnes contre 530 420 tonnes en juillet, selon l'Association indienne des extracteurs de solvants (SEA). Les raffineurs achetaient agressivement de l'huile de palme pour les expéditions d'août profitant de la remise sur les huiles rivales de soja et de tournesol au-dessus de \$300 la tonne en juillet, selon un revendeur basé à Mumbai. "*La remise a rendu l'huile de palme attrayante même après avoir payé les droits*", a déclaré le revendeur. Les importations d'huile de palme sont soumises à une taxe de 5,5 %, tandis que New Delhi a autorisé des importations en franchise de droits de 2 millions de tonnes chacune pour l'huile de soja et d'huile de tournesol.

L'Inde pourrait importer environ 1 million de tonnes d'huile de palme en septembre, car elle se négociait à un prix très avantageux par rapport à l'huile de soja, a déclaré un revendeur basé à New Delhi. L'huile de palme brute est proposée à \$955 la tonne, y compris le coût, l'assurance et le fret (CIF) en Inde pour les expéditions de septembre, contre \$1 315 pour l'huile de soja brute, selon les données compilées par SEA.

Les importations indiennes d'huile de soja en août ont diminué de moitié par rapport à il y a un mois pour atteindre 244 697 tonnes, tandis que celle d'huile de tournesol ont chuté de 13 % à 135 308 tonnes, a indiqué la SEA.

L'Indonésie a fixé son prix de référence de l'huile de palme brute pour la période du 16 au 30 septembre à \$846,32 la tonne, selon un règlement du ministère du Commerce publié jeudi, contre \$929,66 la tonne pour la première moitié du mois. Le nouveau prix de référence placera la taxe à l'exportation à \$52 la tonne, contre \$74 actuellement.

RIZ

Les restrictions à l'exportation du premier exportateur de riz, l'Inde, ont forcé les acheteurs à se tourner vers des fournisseurs rivaux, ce qui a fait grimper les prix du riz dans les pays asiatiques cette semaine.

En **Inde**, les prix du riz étuvé 5% ont progressé à \$385-\$392 a tonne contre \$379-\$387 la semaine dernière. Les exportations du pays pourraient chuter d'environ un quart cette année, les acheteurs se tournant vers d'autres pays (Lire : [Les exportations de riz d'Inde pourraient chuter de 25% en 2022](#)).

Au **Vietnam**, les prix du Viet 5 % ont augmenté à \$400-\$410 la tonne, contre \$390-\$393 la semaine dernière. Si la décision de l'Inde a augmenté les prix vietnamiens, les expéditions n'ont pas encore connu de hausse indique un négociant précisant que « les exportateurs au Vietnam ne se précipitent pas pour signer de nouveaux contrats en prévision d'une hausse des prix au cours des prochaines semaines ».

En **Thaïlande**, les prix du Thaï 5 % ont grimpé à \$425- \$435 la tonne contre \$416-\$420 la semaine dernière. Des prix en hausse mais un approvisionnement ralenti par les inondations et les fortes pluies.

Le **Niger** a lancé le 12 septembre sa Stratégie nationale du développement de la riziculture (SNDR). D'un coût de FCFA 425,8 milliards, elle couvre la période 2021-2030 avec l'ambition d'atteindre l'autosuffisance en riz en 2030 avec une production de 1,458 million de tonnes en 2030 (Lire : [Le Niger lance sa stratégie pour être autosuffisant en riz en 2030](#)).

SUCRE

Le roux perd face au blanc sur la scène mondiale du sucre.... La livre de sucre roux côté à New York a glissé de 18,22 cents la livre (lb) vendredi dernier à 18,18 cents hier soir, alors que le blanc à Londres a véritablement caracolé, touchant hier son niveau de prix le plus élevé en 10 ans, pour clôturer à \$ 622,80 la tonne alors qu'il était encore à \$ 588 vendredi dernier sur le contrat octobre. A noter que la prime sur cette échéance est actuellement plus élevée que celle sur mars, témoignant de l'étroitesse actuelle de l'offre en produit physique.

Une des raisons ? Des stocks mondiaux de sucre blanc qui demeurent faibles dans plusieurs pays importateurs alors que l'Inde en exporte peu actuellement et que les coûts de raffinage demeurent élevés. S'agissant du sucre roux, le marché est sur la défensive. Il a été impacté par un dollar élevé face à un marché boursier léthargique, ce qui renchérit le prix du sucre et dissuade d'acheter pour l'instant. Ceci d'autant plus que les pluies au **Brésil** perturbent les opérations de récolte en cours mais sont de bon augure pour la floraison et donc la prochaine récolte.

L'Inde s'apprêteraient à autoriser l'exportation de 5 Mt ces prochaines semaines alors que démarre la prochaine campagne le 1^{er} octobre, et pourrait, dans un deuxième temps, autoriser à un nouveau une enveloppe de 3 à 5 Mt, rapporte *Reuters* d'une source gouvernementale. Il est encore trop tôt pour avoir une vision claire de la prochaine campagne mais on pourrait avoisiner le même record que cette année à environ 36 Mt, ce qui vient s'ajouter aux stocks existants. Ceci laisserait une belle part pour l'export après avoir satisfait la demande locale en sucre (27,5 Mt), la demande industrielle indienne pour la fabrication d'éthanol (4,5 Mt) et les stocks de

report des raffineries (6 Mt contre 8 Mt au 1^{er} octobre 2021). A noter que contrairement au Brésil, les raffineries indiennes produisent essentiellement du sucre blanc. Des traders tentent de persuader les industriels à fabriquer du sucre roux pour l'export.

D'ores et déjà, les traders indiens ont déjà conclu des accords pour l'exportation de 400 000 t de sucre roux sur la campagne 2022/23 car les opérateurs indiens se dépêchent de vendre à des pays voisins comme l'Indonésie et le Bangladesh, avant que le sucre thaïlandais n'arrive sur le marché en janvier.

Dans les pays consommateurs, notons que le **Royaume Uni** s'apprête à annuler sa taxation sur le sucre contenu dans les boissons gazeuses et autres produits, mesures qui avaient été prises pour lutter notamment contre l'obésité, dans le cadre d'une autre lutte qui est celle contre la vie chère, a rapporté The Times hier. Entre autres mesures, celle envisagée tendant à interdire les promotions du type « *Un acheté, un gratuit* » ne devrait pas voir le jour, en définitive.